

ÉDITORIAL PAR JEAN-FRANCIS PÉCRESSE

Moins d'agents, plus d'argent

Expliquer à des Français volontiers demandeurs de moins d'impôts mais de plus d'Etat qu'il faut diminuer le nombre de fonctionnaires pour rendre notre économie plus compétitive, voilà qui n'est déjà pas facile en période de croissance. Mais, au plus fort d'une crise séculaire, quand 250.000 personnes rejoignent en trois mois les rangs du chômage, cela devient une vraie difficulté. C'est celle qui attend le gouvernement lorsque, d'ici à l'été, il traduira en un chiffre précis de réductions d'effectifs son intention de ne remplacer qu'une moitié des fonctionnaires de l'Etat partant à la retraite l'an prochain. Cette règle d'or du quinquennat n'a été qu'esquissée en 2008 et elle sera approchée en 2009 si les suppressions de postes annoncées dans l'Education nationale sont au rendez-vous malgré l'abandon de la réforme de la formation des enseignants...

Que cet objectif de la campagne de 2007 soit au menu du budget 2010 en dit long sur la volonté de ce président réformateur de ne pas baisser la garde. Le risque est d'ajouter de l'incompréhension au moment où gardiens de prison et chercheurs réclament à cor et à cri des renforts. Et puis, ne pas créer d'emplois publics passe encore, mais en

supprimer alors que, partout, le chômage gagne du terrain? La fonction publique n'est-elle pas, de vieille tradition, un refuge pour temps de crise? En 1993, par exemple, l'Etat a créé 5.000 postes nets de fonctionnaires. Ces 5.000 emplois de circonstance sont devenus 5.000 emplois à vie. Ces traitements indolores à court terme ont de redoutables effets secondaires à long terme. Ils favorisent l'accoutumance collective à une dépense publique dont la progression, en France, n'a jamais pu être ramenée durablement sous les 2 % l'an en volume.

L'enjeu n'est pas de dégager des économies tout de suite. Tailler dans la fonction publique, ce n'est pas travailler à la croissance de demain mais à celle d'après-demain, car les économies attendues dans l'immédiat sont presque négligeables. Entre primes d'intéressement, pécules de départ et frais de formation, il n'est même pas certain que l'Etat y gagne à brève échéance. Mais moins d'agents publics dans la crise, c'est plus d'argent public pour l'après-crise. Encore faudrait-il que cette réduction des effectifs s'accompagne d'une vraie restructuration de l'Etat, qui rendrait l'opération moins douloureuse.

Lire nos informations page 3.